

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

INSTALLATION ET EXPLOITATION D'UN FOODTRUCK

Entre :

La Commune de Le Val d'Hazey, représentée par son Maire, Monsieur Philippe COLLAS, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal en date du 27 Mai 2026, ci-après désignée « La Commune »,

D'une part,

Et :

La société « AUX DELICES DE LA GARE », Auto-Entrepreneur immatriculée le **18 mars 2026** sous le n° SIREN **438 919 862 00062** et représentée par Madame Virginie ALEXANDRE, ci-après désignée « L'occupant »,

D'autre part.

Préambule :

Suite à la demande de la société « **AUX DELICES DE LA GARE** », pour l'installation d'un foodtruck sur le domaine public communal,

Il a été convenu ce qui suit :

1. Objet de la Convention

1.1. Qualification de l'occupation

La présente convention porte sur l'occupation d'une emprise délimitée de 7,2m² environ (300 x 240 cm) faisant partie du domaine public de la Commune du Val d'Hazey au titre de l'article L2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques par son affectation à l'usage direct du public.

L'occupation prévue par la présente convention s'inscrit alors sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

L'occupant prévoit l'installation d'un kiosque fixe en bois pour de la restauration rapide (sandwichs frais, Crêpes et boissons chaudes / froides sans alcool, restaurant simple) à proximité de la gare de Gaillon et proposer un service de restauration rapide de proximité, pratique et qualitatif, destiné :

- Aux voyageurs de la gare de Gaillon,
- Aux habitants et usagers de passage,
- Dans le respect du cadre de vie, de la tranquillité publique et des règles municipales.

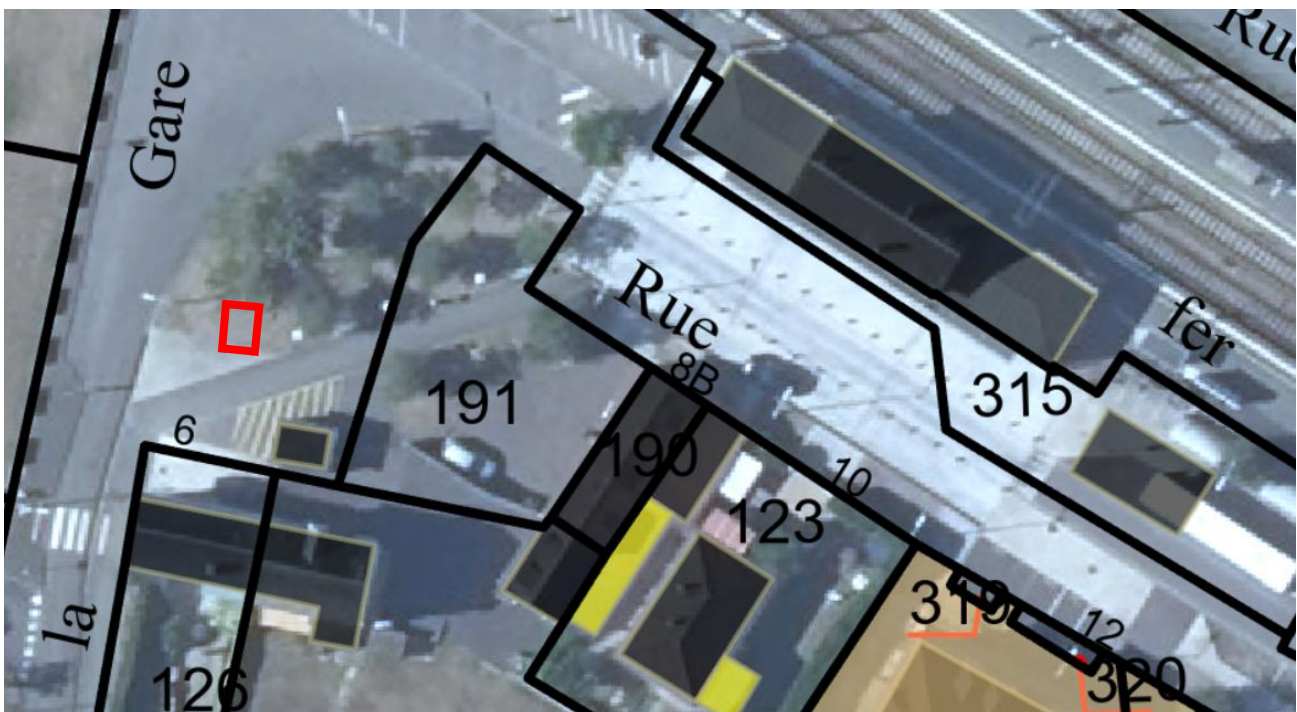
Les horaires prévisionnels d'ouverture seront calés sur les horaires de passage des trains le matin, le midi et en fin de journée, sans aucun horaire tardif afin de préserver la tranquillité du secteur.

Le Commune a pris acte des engagements écrits transmis par l'occupant, à savoir :

- Respect des normes d'hygiène et de sécurité alimentaire (HACCP),
- Autorisation d'occupation du domaine public,
- Assurance professionnelle,
- Gestion rigoureuse des déchets,
- Kiosque propre et entretenu quotidiennement,
- Aucune nuisance sonore,
- Installation stable et sécurisée,
- Meilleure image pour la gare et la commune,
- Respect de l'environnement urbain.

1.2. Délimitation de l'occupation

L'occupation porte sur l'installation et l'exploitation d'un foodtruck / kiosque de restauration rapide à proximité de la gare SNCF, l'emprise se trouvant sur une emprise matérialisée par le repère rouge sur le plan ci-dessous.



L'Occupant est tenu de respecter strictement la délimitation de l'emprise autorisée sur le domaine public et ne peut aucunement empiéter pour quelque raison que ce soit sur une surface non autorisée.

1.3. Absence de création de droit réel

L'occupation du domaine public est autorisée par la présente convention de manière temporaire et ne crée aucun droit réel au profit de l'Occupant et n'est pas susceptible de bénéficier d'une prescription acquisitive.

2. Caractère personnel de l'occupation

2.1. Autorisation pour l'activité actuelle de l'Occupant

L'autorisation d'occupation du domaine public est *intuitu personae* et est octroyée pour l'activité

actuelle de l'Occupant. Elle ne bénéficie qu'à l'Occupant à titre personnel pour l'activité exercée à la conclusion de cette convention, à savoir l'installation et l'exploitation d'un foodtruck. La présente convention ne pourra pas être transmise à un tiers à quelque titre que ce soit.

En cas de changement d'activité exercée par l'Occupant, celui-ci est tenu d'indiquer à la Commune la nouvelle activité exercée préalablement à sa mise en place. Il ne pourra bénéficier de l'emprise prévue sur le domaine public pour sa nouvelle activité qu'avec l'accord préalable de la Commune, et, le respect par celle-ci de ses obligations de publicité éventuelle.

2.2. Interdiction de la sous-location et de cession du titre

L'Occupant ne pourra pas faire bénéficier de son autorisation d'occupation du domaine public à l'un de ses locataires, à un locataire-gérant ou à un sous-locataire de son fonds de commerce.

De même, le droit d'occuper le domaine public octroyé par cette convention n'est pas susceptible de transfert en cas de vente du fonds de commerce ou reprise de l'exploitation du fonds de commerce par un autre commerçant.

2.3. Absence de droit acquis à l'occupation

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public conférée à l'Occupant ne préjuge pas de son renouvellement en faveur de l'Occupant ou, le cas échéant, de son octroi au repreneur de l'exploitation du fonds de commerce de l'Occupant en cas de cessation de d'activité de ce dernier.

Aussi l'Occupant ne pourra se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux au titre de cette autorisation.

3. Qualité de l'occupation

3.1. Etat des lieux

Un état des lieux est dressé contradictoirement, en présence des deux parties ou de leurs représentants à l'occasion de l'emprise déterminée sur le domaine public et lors de la fin de cette occupation.

Les parties présentes à la convention déclarent connaître le bien ou l'avoir visité et vu suffisamment pour déterminer leur consentement. L'occupant déclare que pour l'installation du kiosque en bois, il devra au préalable faire la demande d'autorisation d'urbanisme en conséquence. Il aura également à sa charge l'installation d'une alimentation électrique.

4. Remise de l'emplacement

L'occupant précaire prendra l'emplacement dans l'état où il se trouvait avant la signature de la présente convention, avec la suppression des aménagements nécessaires à l'installation du kiosque et de l'alimentation électrique. Il déclare, en outre, bien le connaître pour l'avoir visité préalablement à la signature des présentes.

5. Conditions d'occupation

L'occupant précaire ne pourra procéder à aucune modification ou transformation sur l'emplacement sans l'accord express, écrit et préalable de la Commune.

Si des travaux ou modifications du site étaient réalisés sans l'accord de la Commune, celle-ci serait en droit d'exiger la remise en état antérieur dans les plus brefs délais et aux frais de l'occupant précaire.

À l'expiration de la convention ou si la résiliation a été prononcée en application de l'article 12 ci-après, l'emplacement devra être remis à la Commune en bon état de conservation et d'entretien.

Cette remise sera constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les parties, soit à la date d'expiration normale de la convention, soit au jour de sa résiliation. Tous les dégâts ou dégradations constatés seront mis à la charge de l'occupant précaire.

L'occupant précaire jouira des lieux en « bon père de famille ». Il veillera à la propreté constante de l'emplacement et des sanitaires et de ses abords immédiats.

6. Assurances

L'occupant précaire s'engage avant la prise de possession à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir le risque incendie et sa responsabilité civile. Il paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la Commune ne puisse en aucun cas être inquiétée.

La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie chaque année à la Commune par la production d'une attestation de l'assureur.

7. Redevance forfaitaire

L'occupant précaire paiera en règlement du droit d'occupation qui lui est consenti une redevance forfaitaire mensuelle d'un montant 50,00 € les douze premiers mois puis le montant de la redevance sera de 100€ par mois payable entre les mains du Comptable Public des Andelys dès présentation du titre de recette émis à cet effet par la Commune. Cette redevance sera payable d'avance par trimestre. Le non-paiement de ce droit d'occupation entraînera la résiliation automatique de la présente convention.

8. Facturation des fluides

L'occupant prendra à sa charge les abonnements et consommations d'électricité ou autres fluides inhérents à l'installation, ainsi que les frais de raccordement et d'installation au distributeur.

9. Impôts, taxes et redevances spéciales

L'occupant précaire acquittera à partir du jour de l'entrée en jouissance de toutes taxes ou autres contributions liées à l'activité exercée dans les lieux pendant la durée de la convention de manière à ce que la Commune ne soit pas inquiétée à ce sujet.

10. Contrôle

La Commune pourra mandater tout agent compétent à cet effet pour contrôler le respect par l'occupant des obligations précitées.

11. Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 5 ans **à compter de sa date de signature**, tacitement reconductible dans les mêmes conditions une (1) fois pour une durée de 5 ans. À l'expiration de cette convention, quelle qu'en soit la cause, l'occupant ne pourra invoquer aucun droit au maintien dans les lieux ni réclamer aucune indemnité.

12. Résiliation de la convention

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Commune à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre récépissé, valant mise en demeure.

Par ailleurs, des travaux d'aménagement pouvant être réalisés sur le secteur de la gare SNCF pendant la durée de la présente convention, la Commune a la possibilité de dénoncer la présente convention à tout moment par envoi recommandé avec avis de réception avec un délai de préavis de 4 mois.

L'occupant pourra faire la demande de résiliation par écrit de la présente convention avec un préavis de deux mois.

13. Recours

Les contestations relatives à l'interprétation et à l'application de la présente convention seront portées devant le Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à LE VAL D'HAZEY, le 2026

**Pour la Commune de Le Val d'Hazey,
Philippe COLLAS, Maire**

**Pour l'occupant précaire,
La société « AUX DELICES DE LA GARE »
Madame Virginie ALEXANDRE**